

Le Maroc élu à Gaborone-Botswana président adjoint de l'Association africaine de l'administration publique

Gaborone, Botswana, 08/11/2018

Le Maroc, en la personne du ministre de la Réforme de l'administration et de la fonction publique, Mohamed Benabdelkader, a été élu à l'unanimité, président adjoint de l'Association africaine de l'administration publique et du management (AAPAM).

Cette élection a eu lieu lors de la 39ème conférence de l'AAPAM (5-9 novembre), durant laquelle le Maroc a été représentée par une délégation du ministère de la Réforme de l'administration et de la fonction publique, conduite par Aziz Khalladi, directeur des ressources humaines et financières.

Le nouveau comité exécutif de l'AAPAM est composé de la Zambie (président), le Maroc (président adjoint), l'Égypte (vice-président pour l'Afrique du Nord), le Botswana (vice-président pour l'Afrique australe), le Cameroun (vice-président pour l'Afrique centrale) et l'Ouganda (vice-président pour l'Afrique de l'Est).

Lors des travaux de cette conférence, Mme Najat Zarrouk, directrice de l'Académie africaine de gouvernance (ALGA, basée à Rabat), s'est vue décerner la médaille d'or de l'AAPAM, plus haute distinction de cette association, en reconnaissance de ses efforts dans le domaine de la gouvernance et l'administration publique en Afrique.

Les débats lors de cette 39ème conférence de l'AAPAM, qui se tient sous le thème «Innovation, Intégration et inclusivité: les fondamentaux pour la transformation de la gouvernance et l'administration publique en Afrique pour atteindre l'Agenda 2063 et les objectifs de développement durable (ODD)», ont porté essentiellement sur le renforcement des initiatives de recherche et de développement et la promotion du partenariat entre l'AAPAM et les gouvernements africains ainsi qu'avec les organisations internationales.

La conférence de l'AAPAM a connu la participation d'environ 500 participants venus de plusieurs pays africains. Des organisations régionales et internationales spécialisées ont également pris part à ce conclave.

La rencontre a constitué une opportunité pour débattre des moyens de transformation de la gouvernance publique en Afrique afin d'atteindre les objectifs de développement durable et d'échanger les expériences et les bonnes pratiques entre les représentants des pays participants.